

Lutte des classes

TRIBUNE FRANÇAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

N° 6

3 MAI 2013

luttendesclasses@live.fr

LETTRE A JEAN-LUC MELENCHON

Il faut contrer la déferlante fasciste en Grèce!

Cher camarade Mélenchon,

Je t'écris en tant qu'ouvrier et militant de base du Front de gauche, sans avoir la carte de tel ou tel courant constitutif, mais néanmoins soutenant notre cause de deux mains. Je suis encouragé par ton initiative politique au grand jour pour aller de l'avant, sans quémander quoi que ce soit à la bourgeoisie et à ses serviteurs de gauche ou de droite. Mais mon propos n'est pas la France, mais la Grèce, dont le peuple travailleur est écrasé par le talon de fer du capital international, et qui espère de Syriza ce que nous espérons du Front de gauche : le salut, renouveau d'espoir, de courage et de lutte unitaire.

Je ne doute pas que tu es bien informé sur la déferlante fasciste dans ce pays ami. Tous les jours on a des nouvelles sinistres. Si les esclavagistes américains du Sud tenaient au 19^e siècle en docilité les Noirs afro-américains sur leurs plantations de coton moyennant le knout, ils leur permettaient au moins de vivre avec leurs femmes et d'avoir des enfants. C'est le capitalisme esclavagiste à longue durée. Le capitalisme esclavagiste moderne, voulant le profit de 20% à

court terme, se débarrasse à coup de fusil de ses esclaves bengali, car ils osent demander le paiement de six mois de salaire de misère impayés, seul moyen de nourrir leur famille au loin. C'est la semaine de « fraises sanglantes » en Péloponnèse.

Ailleurs en Grèce, quatre cent mille de nos frères de classe, immigrés de toutes les couleurs, dont les pays sont dévastés par le capitalisme prédateur et leurs cliques autochtones, du Bangladesh jusqu'au Mali, en passant par l'Égypte et Tunisie, vivent comme dans une prison géante, sans famille, sans argent, sans papiers, en quête désespérée d'un travail quelconque. Ils sont soumis à la chasse des bandes fascistes de la mal nommée Aube dorée, qui de l'assassinat fait du « sport » national, en toute impunité, et se prépare à casser le dos du mouvement ouvrier.

Avec tout le respect, je te prie de regarder ce film de 38 minutes, de réfléchir, de discuter avec tes camarades sur les modalités, mais de frapper un grand coup au Parlement de Strasbourg, dont tu es député européen, et de dire à toute l'Europe ce que tu dis aux Français : « il faut un grand balais

pour cette ignominie fasciste grecque » ! Il faut mettre tous les Hollandes de l'Europe pied au mur, qui étranglent la Grèce tout en faisant semblant de ne pas voir le monstre qui surgit de ses ruines sociales.

Etant d'origine est-européenne, je peux te dire que chaque parole hardie provenant de la France de gauche provoque depuis deux siècles une longue et profonde ondulation de vagues d'espoirs chez les peuples européens. Or, nous sommes aujourd'hui sur le même bateau ! Ce n'est pas l'affaire humanitaire, ni de « droit de l'homme », devenue au fil de temps feuille de vigne de l'exploitation cynique, mais bien celle de solidarité profonde de classe. Pour chaque geste de fraternité à leur égard, les travailleurs immigrés nous rendront demain dix fois plus, comme à l'époque de la Résistance.

Nancy le 27 avril 2013

Radoslav Pavlovic

Référence du film: **Into the Fire - The Hidden Victims of Austerity in Greece**

Associations ouvrières

En 2009 autour de la lutte des Conti et leur dirigeant incontestable, Xavier Mathieu, des dizaines et des dizaines de luttes contre les licenciements ont été menées partout, surtout dans la sous-traitance automobile. Sans succès. Deux cent mille emplois industriels sont liquidés. Parfois certaines indemnités sont arrachées, un certain nombre de reclassement a réussi, mais dans l'ensemble la classe ouvrière a pris des coups avec de graves blessures. Une amertume, voir le désespoir s'est emparé de secteurs entiers de l'industrie et des régions. Florange, PSA Aulnay... la liste est longue et connue.

Aujourd'hui, comme à l'époque, les travailleurs en lutte clamaient partout « convergence des luttes », mais les convergences n'arrivaient pas à se mettre en place. Comme Marx a expliqué aux syndicalistes anglais il y a un siècle et demi, dans le capitalisme en crise, dont l'anarchie mène à la hyperproduction que le marché n'arrive plus à absorber – c'est le cas aujourd'hui de l'industrie d'automobile, mais aussi des autres branches, à part l'industrie de luxe – les syndicats n'arrivent plus rien à obtenir sauf des miettes. Même pas à sauver des emplois. Le seul relais possible est la lutte politique, pour remettre les bases de la production sociale, qui marche sur sa tête, sur pied du rationnel et utile, soustraire le pouvoir politique à la haute finance, qui a soumis toute l'économie réelle à la chasse au profit spéculatif, aux mains de ceux qui produisent les richesses. C'est le programme du socialisme ou de la marche vers la « société libre des producteurs associés ».

Cet espoir et cette lutte politique passent aujourd'hui dans divers pays par une coalition de gauche qui combat le libéralisme, sous sa forme de droite ou social-démocrate. Mais si les syndicats sont impuissants face à une législation sur la propriété privée des moyens de production et face à une législation du travail de plus en plus rétrograde, les coalitions politiques de rechange sont tributaires des règles électorales de la démocratie capitaliste, avec son bulletin de vote périodique. **Il y a un vide énorme entre les déchéances sociales présentes et les espérances électorales lointaines.** Les socialistes ont aujourd'hui tous les pouvoirs possibles et imaginables, pourtant les travailleurs n'y voient – à juste titre – que la continuation de ce qu'ils ont connu sous Sarkozy, l'hypocrisie en prime.

Le Front de gauche réclame la combinaison du bulletin de vote et de la manifestation de rue. C'est juste, mais ne fait que la moitié de l'affaire. La classe ouvrière ne peut pas se satisfaire de ces deux moyens, forcément temporaires ou occasionnels. Elle a besoin de ses propres cadres de vie et de lutte, permanents, durables, où elle pourrait se regrouper, discuter, s'instruire, retrouver la proximité et la confiance mutuelle. Cadre de classe, cadre ouvert et démocratique, où les travailleurs ayant emplois peuvent se retrouver avec ceux qui l'ont perdu ; où les travailleurs immigrés peuvent côtoyer leurs camarades français dans une maison commune ; où l'on peut échanger les points de vue des diverses composantes politiques du mouvement ouvrier ; où les « anciens » peuvent transmettre leurs expériences aux jeunes ; où les syndicalistes peuvent expliquer pourquoi les 8% de salariés syndiqués en France sont chiffre dérisoire et qu'il faut déclencher un choc salutaire de syndicalisation massive, comme en 1936 ; où l'on peut voir un film de Ken Loach ou sur la lutte chez Peugeot ou Continental ; où l'on peut échanger un livre ; où l'on peut boire une bière entre camarades qui ne se connaissent pas ; où l'on peut amener sa femme (ou mari) avec ses enfants pour un pique-nique ou une fête...

La grande majorité des travailleurs ne sont ni membres d'un parti, ni syndiqués. Le capitalisme décadent les a réduits à la poussière d'individus condamnés à l'abrutissement devant la télé. Pour changer la société il faut un lien social de classe à grande échelle. Il aura forcément une couleur politique, mais ne sera l'instrument d'aucun parti ou syndicat. Il faudrait même se réapproprier certaines anciennes formes d'organisation des travailleurs, même celles du XIX^e siècle, pour valoriser, fructifier, éclairer la vie collective. Il faut sauver le capital humain des centaines de milliers d'ouvriers licenciés. On veut opposer avec succès le Front de gauche au Front national ? Alors il ne faut pas abandonner un seul chômeur ou licencié à son triste sort.

Aucun succès électoral de la gauche – je ne parle pas du PS qui est devenu coquille vidée d'ouvriers et des idées socialistes – ne tiendra sans travailleurs mobilisés, regroupés, soudés et éclairés de manière durable. Ni la rue, ni le bulletin de vote ne suffiront. Il faut reconstruire le tissu de classe déchiré. Il faut préparer les travailleurs pour les grandes luttes à venir, car à travers Warren Buffet et autres porte-paroles du capital financier on nous promet la guerre de classe. Il faut commencer par des Associations ouvrières !

R. P

Que signifie l'attaque contre les « populistes » ?

Plus les contestations se lèvent et s'amplifient contre les mesures qui frappent les travailleurs, plus nombreux deviennent des journalistes et politiciens qui attaquent ceux qui osent critiquer ces mesures. Mais ils sont bien incapables de répondre à ces critiques, hormis de les démentir. Alors, au lieu de les réfuter par des arguments, ces défenseurs de l'austérité collent une étiquette. Ils les appellent « populistes », visiblement en guise d'injure.

Ce sont les premières considérations qui s'imposent lorsqu'on entend ou lit cette désignation. Elle est révoltante. Car ces gens se permettent d'utiliser ce mot, qui signifie être du peuple ou proche de lui, comme s'il était une insulte ou un blasphème. Pour eux, un « populiste » est synonyme de lépreux, un être infect et malpropre qu'il faudrait écarter de la société. Voilà comment ils se démasquent eux-mêmes comme des gens méprisant le peuple travailleur, en tant que ses supérieurs arrogants auxquels il doit se soumettre.

D'ailleurs, en décantant aux critiques ce mot, qui sonne comme une insulte méprisante dans leur bouche, ils semblent convaincus d'avoir tout dit. C'est-à-dire, cet étiquetage insolent et orgueilleux leur confère une telle suffisance et autosatisfaction qu'ils se sentent dispensés de tout argument. C'est ainsi qu'en attribuant cet estampille à toute critique, ils évitent d'y répondre. Au lieu d'examiner le contenu et le motif des critiques, ils déclarent suspectes ces critiques elles-mêmes. Irrecevables parce que malhonnêtes, ne méritant aucune réponse. Voici le cheminement tortueux de leur esprit de gardiens du système capitaliste et de sa politique.

Le premier avantage de ce marquage hautain et vaniteux est donc qu'il permet aux défenseurs du capital non seulement de ne pas répondre aux critiques mais aussi de les discréditer. Il semble les autoriser ainsi de lancer ensuite des invectives multiples, pêle-mêle, sans preuves ni explications. Ils ne manquent pas de les traiter alors de tous les noms péjoratifs. C'est le deuxième avantage. Il y en a un troisième.

C'est de mélanger toute sorte de critiques qui visent les mesures gouvernementales et européennes, et de les présenter comme s'ils avaient la même nature et la même

signification. Cet amalgame à lui seul a ainsi plus d'un avantage. Le plus important pour eux est de classer les critiques venant des travailleurs et de leurs représentants comme, par exemple, Mélenchon, dans la même case que celles venant de Le Pen. Ils tentent de les discréditer en même temps. Certainement, ils s'imaginent pouvoir récolter beaucoup de succès avec ce déclassement insultant des critiques ouvrières et socialistes dans la case de la véhémence Le Pen, nourries par une ligne politique réactionnaire et repliée sur un nationalisme borné. Et tandis qu'ils n'hésitent pas jusqu'à insinuer un antisémitisme chez Mélenchon (?), ils se gardent bien de démasquer l'attachement profond du parti Le Pen au capitalisme.

Notamment, ils passent sous silence le fait que les critiques de Mélenchon s'appuient sur celles des travailleurs, dénoncent la politique capitaliste et ouvrent la voie, comme il le dit, à son dépassement socialiste. Alors que celles de Le Pen vise à remplacer la forme actuelle de la domination capitaliste par une autre, celle d'un Etat national « purifié » (!) de ses immigrés. C'est cette différence de fond que les défenseurs d'une France bourgeoise dans une Europe capitaliste veulent cacher et dissoudre dans et par leur reproche de « populiste », fabriquée comme une invective déshonorante.

On pourrait s'arrêter là, en refusant ce véritable attentat à toute pensée conséquente, logique et normalement constituée, ainsi que simplement au bon sens ordinaire. Mais hélas, ces brailleurs impotents trouvent même leurs idéologies. Au lendemain des élections italiennes (!), le journal bourgeois Le Monde publiait une interview avec le dénommé Dominique Reynié sur la très importante page 3 du journal (28 février 2013). Ce Reynié est le directeur d'une « Fondation pour l'innovation politique », une institution manifestement inutile qui, avec d'autres profiteurs pareils, parasite la vie publique, en empochant une récompense douillette pour sa prestation.

Sans l'ombre d'une analyse ou d'un examen quelconque, ce penseur distingué désigne les élections italiennes d'emblée comme une « flambée des forces populistes ». Puis, sans la moindre preuve, il crache des invectives : « Le populisme n'a besoin d'être ni cohérent, ni homogène, ni conséquent ». (?). On reste abasourdi devant cette fureur déchaî-

née. Mais quelques lignes plus loin, il dévoile la raison de son emportement. Voyez-vous, ces populistes « ...instrumentalisent l'Europe. Ils lui font porter... la responsabilité des transformations qui affectent le continent... alors qu'elle n'y est pour rien ».

On ne sait rien de plus concret sur ces « transformations » mystérieuses dans le texte, à part de vagues allusions générales à l'endettement et à la dite mondialisation. Sans plus. Il y a encore moins de précision sur la provenance de ces « transformations », si ce n'est pas de l'Europe ?... On est informé seulement que les « populistes » sont mauvais parce qu'ils « instrumentalisent » (?) l'Europe, alors qu'elle n'est pour rien dans ces « transformations ». A vrai dire, on n'apprend rien de plus sur ces transformations, glissées négligemment dans une demi-phrase. Les cibles concrètes des critiques et leur contenu clair et précis sont alors totalement escamotés. De plus, on ne voit pas bien le rapport direct entre ces allusions générales et les critiques concrètes, mais on voit clairement que la cause de la grande fureur agitée de ce parasite contre les « populistes » est que ces derniers se permettent de critiquer le gâchis bourgeois européen.

Les défenseurs politiques et journalistiques de la bourgeoisie préfèrent tout particulièrement utiliser ce sobriquet de « populiste » pour mélanger et compromettre Mélenchon avec Le Pen. C'est leur amalgame privilégié dans la plupart des cas. Leur volonté de dénigrer la politique du Front de Gauche et de l'abaisser au niveau d'une Le Pen est transparente et édifiante. Mais cette volonté de coller la même étiquette sur les deux a une double signification. D'une part, elles leur permettent de compromettre Mélenchon et, d'autre part, au lieu de démasquer la politique de Le Pen, ils veulent dissimuler par là son caractère et contenu profondément bourgeois. Ainsi, le tour est joué.

Le ministre du travail Michel Sapin y mettait aussi son sel dans une entrevue parue – dans le Monde évidemment – le 9 avril 2013. Elle était dédiée à l'affaire Cahuzac, mais la majorité de la conversation était consacrée à une série d'insinuations brumeuses et abjectes du ministre sur une préten-

due proximité politique entre Mélenchon et Le Pen. Une opération vraiment infâme où la gymnastique tortueuse donnait le vertige...

A un endroit, Sapin n'avait aucune honte d'annoncer que Mélenchon « ...joue dans la même cour, ou dans la même arrière-cour » que Le Pen...

Ceux qui pourraient s'étonner au vu d'une telle bassesse, devraient se rappeler du rôle spécial de ce ministre. Sapin a passé plusieurs semaines et mobilisé toute son équipe pour convaincre les syndicats d'accepter les propositions du Medef (le patronat) pour signer le pacte réactionnaire contre le Code de travail que la CGT et la FO ont dénoncé. C'était lui le véritable artisan de ce pacte honteux, sévèrement critiqué par Mélenchon. On comprend donc la réaction minable de ce ministre.

A première vue, la participation zélée du journal Le Monde paraît bizarre. Mais il importe de savoir que ce journal – qui aime se parer d'un qualificatif de « gauche » (comme le gouvernement) – est en réalité l'un des groupes de choc idéologique de l'offensive bourgeoise contre les travailleurs.

Il n'y a pas longtemps, le 14-15 avril, il a même présenté – également sur la distinguée page 3 – l'emportement colérique et incohérent d'un « spécialiste du populisme » ! C'est vraiment quelque chose, il fallait y penser ! Ce Pierre Birnbaum, professeur de sociologie gagnera certainement plus avec cette « spécialisation » qu'avec sa chaire à

l'université. Hélas, on ne peut pas défigurer notre journal avec ses charabias dignes de siècles obscurs d'avant la révolution française. Il suffit de dire qu'il part en guerre pour défendre la puissance de l'argent et les riches menacés, selon lui injustement, par ces « populistes ». Voici une perle de ses éruptions :

« J'ai été étonné... (de la) nécessité d'une lutte implacable contre les dérives de l'argent, de la cupidité de la finance occulte... Comment ne pas être troublé par ces références qui constituent le vieux fond... de l'extrême gauche et de l'extrême droite ? »

Il ronchonne ici contre les paroles du candidat Hollande, puis il continue :

« ...on a quasiment l'impression... que la finance ou le grand capital ont aujourd'hui la mainmise sur l'Etat. Or ça n'est pas du tout le cas, au contraire. »

Et ce type est un professeur de sociologie ! Et c'est ce genre de salades que Le Monde et Cie veulent nous faire avaler ?

On comprend donc très bien que tout cet étiquetage de « populiste » riches des défenseurs du capital, de la richesse et de leurs serviteurs. Même ce nom choisi, lancé comme une injure, démontre on ne peut mieux de quel côté se trouvent ceux qui l'utilisent et comment ils essaient de défendre le grand capital et ses mesures anti-ouvrières.

Balazs Nagy

GRANDE BRETAGNE

Assemblée de Peuple Contre l'Austérité

Il est vital pour les travailleurs d'agir ensemble avec leurs frères et sœurs travailleurs des autres pays. Car c'est uniquement par une lutte internationale qu'ils arriveront à repousser réellement les attaques du capital. Ils savent que les coups portés contre les ouvriers et leurs avantages obtenus précédemment viennent d'une Europe bourgeoise pour renforcer le capital européen. C'est donc ensemble, avec ceux des autres pays que les ouvriers français peuvent défaire ces attaques, puis assurer et consolider durablement leur victoire.

La connaissance même partielle des faits et des problèmes relatifs aux luttes des ouvriers des autres pays est ainsi un facteur indispensable de cette unité internationale. Elle comprend le sentiment de solidarité innée de tous les ouvriers mais elle le dépasse obligatoirement en exprimant cette unité par une lutte d'ensemble. Ce n'est pas par hasard que pendant des longues décennies, la nécessité internationale de cette lutte a été effacée de la conscience des travailleurs. Elles correspondaient aussi aux défaites successives qu'ils ont subies. Aujourd'hui encore ce besoin international des luttes est nié, obstrué et caché devant eux.

Un élément indispensable de cette unité internationale est de connaître les luttes que les ouvriers des autres pays développent contre la bourgeoisie, ainsi que les problèmes principaux de ces luttes. A cet égard, par exemple, il est important de savoir comment les ouvriers britanniques développent leurs luttes, comment ils organisent leur résistance à l'offensive du capital ? Or, tout dernièrement, plusieurs grands syndicats et militants de gauche connus ont lancé un Appel pour la préparation d'une « Assemblée de Peuple Contre l'Austérité », convoquée pour le 22 juin prochain. De quoi s'agit-il ?

Exactement comme leurs frères et sœurs des autres pays, les ouvriers et tous les travailleurs britanniques sont frappés à peu près par les mêmes mesures d'austérité. Cela démontre que la bourgeoisie essaie de résoudre sa crise de la même façon dans tous les pays européens, qu'ils soient dans ou en dehors de la zone euro, et même partout dans le monde. Comme en France, les gouvernements précédents, en Grande-Bretagne ceux de Thatcher, de Blair et de leur héritiers ont beaucoup diminué et raccourci les avantages ouvriers, entre autres, ils ont attaqué les retraites, endommagé le système de santé, muselé les syndicats, etc.

En somme, ils ont pratiquement démantelé le fameux Etat-providence britannique, garant de ces droits, et l'actuel gouvernement Cameron est pleinement engagé pour terminer cette sale entreprise.

Mais après une série de batailles engagées pour la défense des avantages et droits ouvriers, beaucoup de syndicats combattants ainsi que certaines organisations d'extrême gauche et de personnalités connues de gauche sont arrivés à établir leur unité de lutte. C'est un grand pas en avant. En plus, récemment, ils consolident cette unité par un Appel commun pour l'Assemblée de Peuple afin de renforcer cette unité par un engagement politique commun.

A l'initiative de ce mouvement se trouvent Len McCloskey, secrétaire général du puissant syndicat « Unite » et Tony Benn dirigeant de gauche bien connu, puis un nombre important des autres syndicats, ensuite des organisations politiques et plusieurs intellectuels ont signé cet Appel. L'importance de ce pas en avant est soulignée par l'indication de quelques signataires. On trouve parmi eux le syndicat des ouvriers cheminots (RMT), celui des postiers (CWU), le syndicat de fonction publique (PCS), le syndicat des enseignants (NUT), le syndicat des conducteurs de train (ASLEF), le syndicat des assistants universitaires (UCU), l'Union des Etudiants (NUS), le syndicat des journalistes (NUJ), etc. Parmi les personnages politiques et intellectuels des signataires, outre Tony Benn, il faut relever le nom d'au moins quatre députés. En dehors de ceux du parti travailliste (Labour) connus, comme Jeremy Corbyn, il y a aussi la représentante du part Vert. Puis plusieurs intellectuels de gauche connus et estimés comme le cinéaste Ken Loach ou le journaliste John Pilger (auteur de reportages remarquables sur la grande grève des dockers de Liverpool dans les années 1990), ensuite des écrivains, des comédiens et d'autres.

Certains organismes, déjà eux-mêmes unitaires, organisent des actions contre l'austérité, établissent des contacts à l'échelle internationale et initient des actions réunissant plusieurs pays, en faveur du peuple grec, par exemple, comme la « Coalition de Résistance ». Puis des organisations politiques plus ou moins connues, comme « Socialist Resistance » de la IVE Internationale pabliste, le Parti Communiste, son journal Daily Worker, et bien entendu, nos camarades britanniques de Workers International. On ne peut pas les énumérer tous, car chaque jour il y a des nouveaux adhérents. Tout dernièrement, le plus grand syndicat « Unison » qui organise le personnel de la santé et

de l'administration locale a rejoint aussi le mouvement.

Il y a beaucoup de ressemblance entre ce mouvement en pleine gestation et le Front de Gauche en France ainsi que Syriza en Grèce ou Die Linke en Allemagne. Il exprime aussi une large unité coalisée de gauche comme eux, et se situe à gauche du parti travailliste (Labour), comme ici le Front de Gauche et Syriza en Grèce ou Die Linke en Allemagne à gauche des partis socialistes. C'est aussi sur la base de la même reconnaissance qu'une lutte politique d'ensemble doit couronner les luttes locales ainsi que purement syndicales, qu'un tel rassemblement a pu se forger. A savoir la reconnaissance qu'un combat ouvrier dans toutes ses dimensions doit être opposé à l'austérité bourgeoise. Mais bien entendu, il y a aussi des différences issues de particularités nationales, aussi bien de la situation que des luttes et de leurs traditions.

La première est évidemment le fait qu'en Grande-Bretagne les syndicats sont les animateurs principaux et décisifs de ce mouvement, alors qu'en France et en Grèce - et c'est valable aussi pour Die Linke en Allemagne - les cadres et dirigeants politiques ont initié et organisé ces coalitions. D'ailleurs, une autre caractéristique du mouvement ouvrier britannique s'exprime par-là, notamment, qu'au début du 20^e siècle c'étaient les syndicats qui organisaient la fondation du Parti Travailliste (Labour Party) et lui donnaient sa force principale.

Une deuxième caractéristique est qu'en France, en Allemagne et en Grèce les nouvelles coalitions (Front de Gauche, Linke, Syriza) organisent leurs luttes indépendamment des partis socialistes, alors qu'en Grande-Bretagne, le nouveau rassemblement unitaire de gauche vise à développer la lutte à l'intérieur du Parti Travailliste (Labour), contre la droite de ce parti qui tient la direction. Il va de soi, que cela ne signifie pas l'abandon des luttes qui doivent être organisées à l'extérieur de ce parti également.

Il est trop tôt pour mesurer les possibilités réelles de la lutte à l'intérieur du Labour, puisque depuis la mainmise totale du Nouveau Labour de Tony Blair et d'autres Thatcheristes sur le parti, il n'y avait pratiquement aucune lutte réelle et sérieuse, organisée par une aile gauche décidée contre ces directions.

Evidemment, nos camarades britanniques de la Workers International pour la Reconstruction de la IVE Internationale sont pleinement engagés dans cette lutte, et nous publions ci-dessous leur résolution à ce sujet.

Résolution des membres de Workers International en Grande-Bretagne

« Comment la classe ouvrière a répondu aux politiques pro-capitalistes du Parti Travailliste (Labour Party) et de la Centrale des Syndicats (Trade Union Council) dans les années 1960 et 1970, aux défaites massives infligées par les gouvernements conservateurs des années 1980 et 90, puis aux trahisons des gouvernements Blair et Brown ?

Certains, une minorité, expriment leur frustration en allant vers la droite, en regardant ceux du Parti Indépendant de Grande-Bretagne (UKIP) et le Parti National Britannique (BNP). D'autres ont montré leur déception et leur hostilité par des abstentions massives lors des élections locales, nationales et européennes. Les ouvriers les plus consciencieux dans les syndicats ont élu des dirigeants syndicaux situés à gauche, afin de représenter leurs intérêts tout en continuant à voter travailliste (Labour) contre les conservateurs. En dehors de quelques cas peu nombreux les candidats socialistes ou représentants de campagnes particulières n'ont pas eu un soutien significatif.

Ces dirigeants syndicaux de gauche ont une grande responsabilité. Ils

vont vers les élections générales de 2015, avec l'héritage d'une loi antisyndicale et une chute de nombre des syndiqués passant de 14 millions en 1984 à 6,5 millions aujourd'hui, et en affrontant une attaque politique et économique énorme contre une classe ouvrière confuse et désorientée.

Ils appellent à la grève générale et font campagne sur la base d'un programme contre l'austérité avec les revendications suivantes :

Défense de l'Etat-providence et du système de santé;

Renationalisation des services ; Abrogation des lois antisyndicales ;

Droits à l'apprentissage;

Pour des salaires et pensions décents.

Ils soutiennent activement les campagnes particulières et locales et, afin de gagner un soutien plus large et d'élargir leur appel, ils investissent maintenant des ressources financières et humaines dans

l'Assemblée de Peuple Contre l'Austérité. Au cœur de celle-ci, ils appellent pour un vote travailliste (Labour), qui adoptera un programme basé sur leur politique.

Etant donné que la classe ouvrière n'a pas succédé à une rupture consciente et définitive avec le Parti Travailliste (Labour), et n'a pas sérieusement envisagé de construire un parti alternatif pour représenter ses intérêts, et puisque un nombre accru d'ouvriers entrent en lutte contre l'austérité, et pour autant que les syndicats sont au premier rang pour organiser cette lutte basée sur les politiques mentionnées plus haut, nous considérons juste de soutenir la campagne pour un vote travailliste (Labour) dans les prochaines élections générales et demandons la mise en œuvre de ces politiques.

C'est pourquoi, et parce que nous n'avons aucune confiance dans le Parti Travailliste (Labour), qui est constamment pro-capitaliste, il est vital d'encourager et d'organiser une discussion très large en vue d'édifier l'alternative socialiste à ce parti (Labour) initiée par cette Gauche Unitaire. »

Il est temps de rompre avec le sectarisme

Selon l'AFP, Olivier Besancenot, le dirigeant du Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) parlait de Jean-Luc Mélenchon lors de l'entrevue télévisée du Canal+ le 31 mars. On aurait pu penser que, rompant avec son attitude sectaire et anti-unitaire, le camarade Besancenot et son parti rejoignent, enfin, la coalition Front de Gauche de Mélenchon. Car, comme chaque ouvrier le sait, cette coalition offre une perspective de regroupement politique des travailleurs opposés à la politique de l'offensive européenne de la bourgeoisie, incarnée en France par Hollande et son gouvernement. Mais hélas, le camarade Besancenot ne parlait pas de son adhésion, même tardive, à cette coalition. Il ne disait même pas s'il était pour ou contre elle.

Par contre, à en croire l'information, il sommat J-L. Mélenchon à ce qu'il doit « assumer d'être à la gauche du gouvernement, d'être dans l'opposition politique ». Alors là, on croit rêver ! Le camarade Besancenot fait-il semblant de ne pas voir qu'il est en train d'enfoncer une porte ouverte ? Ou alors reproche-t-il sérieusement à Mélenchon la « faute » (?) de ne pas frapper la poitrine en répétant le cri comme un perroquet « je suis opposé au gouvernement » ?... C'est un enfantillage lamentable destiné à couvrir - très mal - le refus du camarade Besancenot et de son parti de rejoindre et de renforcer cette coalition. S'il imagine qu'une telle remarque puérile peut excuser l'absence de son parti de ce rassemblement politique, il trahit seulement la piètre estime qu'il a du sens politique des travailleurs.

Probablement, il pensait également qu'une accusation aussi simplette et inexacte serait bien insuffisante, car il en a vite ajouté une autre. Il n'a pas hésité d'affirmer que J-L. Mélenchon « est en train de donner dans le souverainisme, le nationalisme, voire dans le chauvinisme ». Ce qui est un comble et n'est pas loin d'une diffamation. Mais là non plus, le camarade Besancenot ne s'est pas laissé perturber par la recherche d'une preuve. En s'évertuant à passer la critique de Mélenchon contre le ministre Moscovici comme un signe du nationalisme, le camarade Besancenot se ridiculise complètement.

Il est fort possible qu'il sentît lui-même sa position d'accusateur inconfortable parce que, d'un seul coup, sans à propos visible, il affirmait que son organisation avait « toujours tendu la main au Front de Gauche... ». Or cette déclaration subite, qui est tombée parmi les réprimandes comme un cheveu sur la soupe, est entièrement fautive. Le parti du camarade Besancenot, malgré les attentes légitimes, a refusé même une alliance électorale avec le Front de Gauche lors des dernières élections présidentielles.

Il n'était pas le seul. Les trois organisations traditionnelles qui se réclament (plus ou moins) de Trotsky, ont toutes les trois présenté, séparément (!), leurs propres candidats. Elles ont essuyé des échecs retentissants. Depuis, ils insistent dans leurs tours d'ivoire respectives et refusent toujours une alliance avec le Front de Gauche maudit.

Ce sectarisme obstiné est d'autant plus monstrueux qu'au cours des années 1930, Trotsky n'a pas cessé de préconiser aux organisations de la IVE Internationale non seulement une alliance mais même une entrée dans les partis socialistes. Ce que les partis trotskyste américain, puis les partis français, le belge et d'autres encore ont fait ! Mais rien ne semble ébranler le repli sectaire des organisations qui se languissent dans leur réclusion : ni les traditions marxistes, ni les arguments, ni la nécessité évidente d'ouvrir une perspective large et renforcée au rassemblement politique de tous les travailleurs.

Balazs NAGY

« Capitalisme de barbichette »

Le petit livre de Laurent Mauduit, journaliste à *Mediapart*, « **Les imposteurs de l'économie** », sorti chez l'éditeur Gawsewitch l'année dernière, a confirmé d'avance ce que B.Nagy a écrit dans notre dernier numéro à propos de l'affaire Cahuzac (« Le roi est nu ») sans avoir lu le livre: la collusion organique entre la haute finance, le pouvoir politique, économistes et journalistes. En journaliste économique d'investigation, qui a travaillé pour *Libération*, puis *Le Monde*, pour devenir l'un des cofondateurs de *Mediapart*, l'auteur connaît bien ce monde bigarré, adepte de la « pensée unique » car relevant de l'intérêt de classe unique. On peut voter à gauche ou à droite, tantôt à gauche tantôt à droite, selon la conjoncture politique, mais on reste indéfectiblement lié au capitalisme, on se retrouve dans les commissions gouvernementales bien rémunérées, on a son banquier d'attache, on se renvoie l'ascenseur, on n'oublie pas de remplir ses poches et on dîne ensemble au Siècle. L'auteur est obligé de faire la référence aux tripotages du Second Empire ou de rappeler Balzac des « Splendeurs et misères des courtisanes » comme témoin vivant. Toutes les tesselles de ce mosaïque à la française que le *Canard enchaîné* déverse au fil des semaines et des années se retrouvent ici reliées en une accusation implacable.

Le journaliste a une prédilection naturelle pour les économistes et journalistes, milieu qu'il connaît le mieux. Les dessous cachés d'une poignée d'économistes, qu'on retrouve dans tous les journaux et sur toutes les radios et chaînes TV, depuis Marc Fiorentino et Olivier Pastré, en passant par Daniel Cohen jusqu'à Jean-Hervé Lorenzi, pour nous asséner le même dogme thatcherien - « *There is no alternative...* » - s'explique par le fait que toutes ces tribunes sont sous la mainmise des mêmes barons de la haute finance (Arnaud, Dassault, Banque Lazard, Rothschild...). *Le Monde* n'échappe à la règle : de trois propriétaires - Niel, Bergé et Pigasse - le dernier est certainement peint en couleurs les plus vives. L'auteur se demande si l'on ne reviens pas petit à petit à l'époque des Comités de Forge...

Mais les vedettes parmi les têtes pensantes du capitalisme français de «barbichette » sont certainement « les agents doubles de la pensée unique » Alain Minc et Jacques Attali. Pour eux cette division entre la gauche ou droite est anachronique : toutes les gamelles sont bonnes ! Le premier n'est même pas économiste, il a coulé pas mal de boîtes (y compris *Le Monde*), le deuxième dispose d'une armée de nègres lettrés. Ils sortent un ou deux livres par an, n'ont rien prévu de la crise capitaliste, se sont trompés chaque fois, mais ils sont indéboulinables en tant que prophètes. Comment expliquer cette longévité ? Tout simplement parce qu'ils sont entremetteurs, agents d'influence, un petit Cac 40 chacun à lui tout seul, ayant le pied à gauche comme à droite, dans la finance, dans la politique et dans la presse. Ils sont partout chez soi.

En keynésien respectable l'auteur regrette la mainmise progressive des banques sur les universités, surtout hautes écoles d'économie, dont celle de Toulouse est de loin la première, et souhaitant le retour de la puissance et de la transparence publique de l'Etat. Celui-ci est devenu payeur mesquin pour l'école d'intérêt public et payeur complice pour les écoles élitistes à moitié privatisées. Comme si la nature de classe de l'Etat avait changé, comme si les doctrines Keynes et Friedmann ne correspondaient pas aux besoins de la bourgeoisie dans divers rapports de classes, et comme si l'on pouvait revenir aux « trente glorieuses » ! Néanmoins, le livre est utile pour connaître le système capitaliste tel qu'il est, tel qu'il fonctionne concrètement, car les phrases creuses anticapitalistes bon marché n'apprennent rien : il faut nommer les hommes et les choses.

R.P.